

Rapport EMMA de système de marché- Marché du Travail à Port au Prince

Evaluation du 7 au 17 Février 2010, Port au Prince, Haïti

1- Résumé

Cette EMMA (Analyse et Cartographie de système de marché) en situation d'urgence vise à déterminer les possibilités d'emplois dans le secteur du bâtiment pour les populations touchées par le séisme. Avant le séisme, le bâtiment avait déjà été reconnu comme étant un secteur potentiellement fortement créateur d'emplois, et prioritaire pour le gouvernement, bien qu'un décalage existait entre le niveau de compétence des demandeurs d'emplois, et les emplois véritablement proposés sur le marché du travail. Professionnels, travailleurs qualifiés et semi-qualifiés étaient bien demandeurs d'emplois, mais ces derniers se trouvaient déjà occupés par des étrangers, et en particulier par des travailleurs de République Dominicaine. Aujourd'hui, en conséquence des destructions causées par le séisme, les besoins en travailleurs sur le marché du bâtiment devraient selon les estimations devenir encore dix fois plus importants.

Auparavant, les formations dans le secteur du bâtiment étaient assurées par les universités (dont quatre reconnues comme étant de haut niveau), de nombreuses écoles techniques, et quelques centres fondés par des ONG. Néanmoins, entre 40% et 50% des travailleurs avaient effectué leur formation par apprentissage et au travers de formations professionnelles, pour une période pouvant aller jusqu'à deux ans. La qualité de la formation s'avérait très variable d'un type de formation à l'autre, et certaines estimations indiquent que les étudiants pouvaient ne recevoir que 60 % à 70% de la formation nécessaire. Le professionnalisme, ainsi que d'autres compétences non- techniques, telles que le management de projet, étaient des qualités particulièrement appréciées des employeurs, mais difficiles à trouver.

Avec les quatre universités réputées pour leurs formations d'ingénieurs et un grand nombre d'écoles techniques détruites lors du tremblement de terre, les options de formations techniques rapides pour les travailleurs qualifiés, semi qualifiés, et les professionnels, s'avèrent particulièrement limitées. *Une estimation grossière indique que 100 000 personnes devraient être formées, afin d'assurer aux Haïtiens de nouveaux emplois dans le secteur du bâtiment.* Le rétablissement des universités, des centres de formations, et des mécanismes de formations informels, devraient être immédiatement encouragés afin de "reconstruire mieux", si les Haïtiens souhaitent tirer parti des opportunités d'embauches accrues dans leur pays.

L'accès à l'équipement lourd, la disponibilité des crédits à la construction pour les ménages comme pour les entreprises, ainsi que la clarté des politiques gouvernementales, joueront un grand rôle dans la vitesse de reconstruction, et dans les créations d'emplois qui en résulteront. Les efforts humanitaires portent aujourd'hui sur les logements provisoires pouvant être construits par trois personnes en un jour. Mais ces logements sont conçus pour ne durer que de 3 à 4 ans. Le tremblement de terre et le traumatisme qui en découle marquent un nouveau

départ dans les techniques et habitudes de construction, la population ayant eu un aperçu concret de l'importance des techniques de constructions et de la qualité des matériaux utilisés. Cependant, c'est sur la base d'un immense travail que les opportunités de changements pourront être saisies. Les premières estimations des dégâts indiquent que jusqu'à 10 années pourraient être nécessaires pour revenir au niveau de construction de départ, avant d'envisager une croissance future.

Une autre barrière à l'emploi est liée au fait que la majorité des embauches se font au travers de relations personnelles. Ce qui signifie qu'il peut s'avérer difficile pour les candidats à l'embauche d'obtenir leur premier poste et d'acquérir une expérience professionnelle, l'absence d'expérience justifiant elle-même les difficultés à trouver un emploi. Nous préconisons pour cela de créer une agence pour l'emploi qui puisse examiner les candidatures et garantir la valeur des diplômes et certificats présentés par les candidats, pour les entreprises et les ingénieurs individuels souhaitant se constituer en équipes.

La législation récemment adoptée sur le salaire minimum ne semble pas constituer un problème pour le secteur du bâtiment, les salaires pratiqués pour quasiment toutes les qualifications étant bien supérieurs au salaire minimum.

Nos recommandations comprennent des actions prenant en compte à la fois les contraintes liées à l'offre et à la demande, tout comme l'environnement global du marché :

Les propositions orientées vers la demande :

- Améliorer la communication destinée au public sur l'aide gouvernementale pour l'extraction des gravats, les droits de propriété, les permis de construire, la planification locale urbaine, etc.
- Améliorer l'accès au crédit à la reconstruction- avec les termes et conditions générales appropriés- pour les ménages comme pour les entreprises
- Construire des logements sociaux

Les propositions orientées vers l'offre :

- Formations accélérées, comprenant la maçonnerie, la charpenterie, l'électricité, etc. par les ONG
- Réaménagement des établissements de formation
- Amélioration des capacités des managers, des professeurs et du personnel des établissements de formation, y compris l'amélioration des compétences de gestion des catastrophes naturelles (tremblements de terre, ouragans)
- Structurer l'apprentissage et faciliter l'entrée des stagiaires sur le marché du travail

Harmonisation du marché du travail

- Examen de la formation théorique déjà existante dans le secteur du bâtiment pour y inclure des cycles de formation raccourcis et un ensemble de mesures visant à atténuer les risques naturels
- Etablissement d'une agence pour l'emploi pour tous les types de qualifications dans le secteur du bâtiment
- Création d'un tableau d'emploi virtuel pour le secteur du bâtiment afin de fournir les compagnies locales en travailleurs locaux, ou en travailleurs issus de la diaspora
- Recrutement de court terme des techniciens et ingénieurs civils issus de la diaspora pour favoriser le recrutement responsable et éviter de débaucher du personnel qualifié du secteur privé local

Lois et règlements

- Améliorer et appliquer les lois et règlements concernant les droits de propriété et l'établissement d'une planification locale urbaine
- Inspection et application des permis de construire et des nouvelles normes de construction

2- Contexte d'urgence

Le 12 Janvier 2010 un tremblement de terre de magnitude 7 sur l'échelle de Richter a frappé l'île d'Haïti, à approximativement 25km de Port au Prince. Le tremblement de terre a eu lieu à 16H53, heure locale. Selon les estimations du gouvernement d'Haïti, le nombre de morts est estimé à 230 000, et l'on compte 300 000 blessés. D'après l'ONU, environ 800 000 personnes ont dû être déplacées à Port au Prince, et nombre d'entre elles se trouvent aujourd'hui en ville dans des camps de fortune. Environ 38% de l'ensemble des bâtiments à Port au Prince a été endommagé ou complètement détruits, toujours d'après l'ONU. Le Programme Alimentaire Mondial a déjà approvisionné en nourriture plus de 2,5 millions de personnes à Port au Prince et dans les zones alentours.

3- La méthodologie EMMA

EMMA est une analyse de marché rapide conçue pour être utilisée dans les deux ou trois premières semaines d'une crise d'apparition soudaine. La logique de cette méthode est qu'une meilleure compréhension des marchés essentiels lors d'une situation d'urgence permet aux décideurs (tels que les donateurs, ONG, gouvernements, et autres acteurs humanitaires) de considérer un plus large éventail de réponses possibles. EMMA n'est pas destinée à remplacer

les évaluations d'urgence déjà existantes, ni les analyses plus approfondies de l'économie et des ménages tel que le HEA¹, mais devrait plutôt ajouter à l'ensemble des connaissances après une crise.

A Haïti l'équipe EMMA était constituée de 18 membres appartenant à 11 organisations différentes, dont International Rescue Committee (l'organisation de tête), La Croix Rouge Américaine, La Croix Rouge Haïtienne, la Fédération Internationale de la Croix Rouge, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, Le Programme Alimentaire Mondial, ACDI/VOCA, et FEWS/NET. Bien qu'EMMA soit destinée à l'usage d'un personnel sans formation économique particulière, cette équipe était composée de membres dotés pour certains d'un certain bagage économique. La formation a duré environ deux jours, avec une formation supplémentaire donnée tout au long de l'évaluation sur les différents aspects de l'outil.

Le travail de terrain a eu lieu à Port au Prince, avant d'être enrichi par des apports théoriques. Des rencontres ont eu lieu avec des acteurs clefs du système de marché, mais aussi avec des acteurs secondaires.

L'équipe EMMA a dû faire face à de nombreux challenges, dont: 1) les temps de déplacements dans la ville, pour se rendre d'un endroit à un autre; 2) le manque de sécurité à certains endroits; 3) les trois jours de deuils imposés par le gouvernement, ralentissant le travail sur le terrain. Tout cela a contribué à réduire le temps de travail sur le terrain. En conséquence, les équipes terrain ont dû se contenter de moins de sources que celles auxquelles elles auraient pu avoir accès, et se sont davantage appuyées sur les informations secondaires provenant de sources sûres.

4- La population ciblée

La population ciblée pour toutes les systèmes de marchés au travers du processus EMMA a été la population du grand Port au Prince touchée par le séisme. Les systèmes de marchés ont été sélectionnés en fonction de leur applicabilité au plus grand nombre de personnes concernées.

Plus de 2 millions de personnes du grand Port au Prince ont été touchées par le séisme. L'impact s'est étendu à toutes les couches sociales, bien que plusieurs habitations parmi les plus luxueuses aient été bâties de manière à prévenir des dégâts importants. Cependant, de nombreux actifs ont été perdus, ce qui pèsera sur la vitesse de reconstruction. Les classes moyennes ont investi une grande partie de leur argent dans la construction de leurs habitations, et pendant une longue durée ; il y a donc peu de chance qu'elles aient accès à des fonds pour reconstruire immédiatement. Les populations défavorisées et très défavorisées vivaient dans des habitations inférieures aux standards locaux, et avaient proportionnellement moins de biens à perdre, mais elles ont considérablement souffert de la perte de revenus.

¹ Analyse de nature économique des ménages

L'équipe EMMA a choisi de ne pas ventiler la population cible, en raison des besoins très répandus dans la ville et dans les différentes couches sociales.

Le calendrier saisonnier ci-dessous indique le planning des différentes activités ayant trait à la sécurité alimentaire, au logement, aux besoins et opportunités de revenus de la population ciblée.

	JAN	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
Pluies												
Conditions des routes	ok			mauvaises		ok		mauvaises			ok	
Cyclones												
Saison maigre												
Prix alimentaires			Au plus haut								Au plus haut	
Education							Vacances		Coûts D'éducation			
Augmentation des transferts de fonds												
Plantation d'haricots		Hautes Terres					Hautes Terres				Basses Terres	
Récolte du maïs/haricot												
Plantation du riz												
Récolte du riz			Basse saison				Haute saison					
Vacances	Le jour du Roi	Carnaval		Pâques								Noel/ Saison du mariage

5- Les systèmes de marchés essentiels

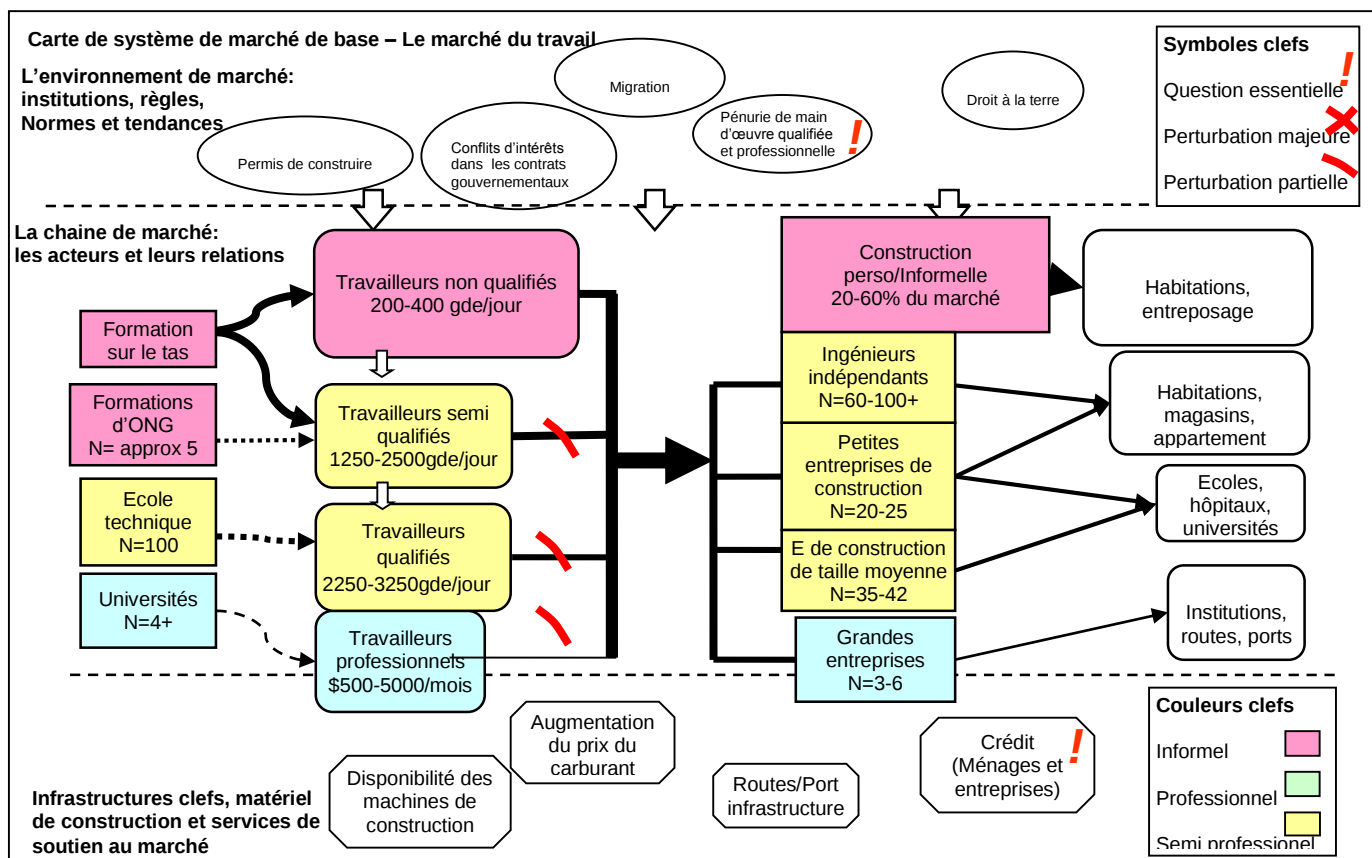
Les systèmes de marché sélectionnés ont été choisi parce qu'ils touchent une large part de la population ciblée. Les participants ont eu à identifier, avant même le démarrage d'EMMA, les marchés qui d'après eux devraient être prioritairement pris en compte. Le deuxième jour de la formation EMMA, un brainstorming de groupe a débuté avec ces propositions initiales, suivi de propositions supplémentaires de la part des participants. Le groupe a considéré les systèmes de marchés correspondant à trois catégories : les besoins urgents, les revenus potentiels, et les aides de plus long terme aux moyens de subsistance. Six systèmes de marchés ont été présélectionnés : les haricots, le riz, les vendeurs d'eau, la main d'œuvre du bâtiment, les matériaux de construction de l'abri, et les combustibles pour cuisiner.

Au regard de la taille du groupe, il est apparu nécessaire de ne sélectionner que quatre marchés à analyser. Après de longues discussions, deux marchés alimentaires ont été retenus (les haricots et le riz), un marché générateur de revenus (la main d'œuvre du bâtiment), et un type de matériaux de construction d'abri (la tôle ondulée). Ce rapport reprend le marché du travail du bâtiment, mais les résultats sont naturellement liés avec ceux du groupe des matériaux de construction d'abris. La Question Analytique Clef qui est ici posée est :
"Quelles possibilités les populations touchées ont-elles de trouver un emploi dans le secteur du bâtiment ?"

6- Les cartes de systèmes de marchés

Lors de la réalisation de cette étude, presque tous les acteurs du marché du travail du bâtiment se sont révélés être au point mort, avec un travail limité à la réparation de bâtiments structurellement sains. Les écoles et institutions de formations, tant formelles qu'informelles, ont souffert de la perte de leurs étudiants, de leurs professeurs, et de leurs infrastructures. Les grandes compagnies attendent de "voir tomber le contrat" - et bien qu'elles disposent encore du personnel et de l'équipement nécessaires au chantier de construction, elles ont elles aussi subies de réelles pertes. Et les propriétaires des maisons touchées ne semblent pas encore véritablement prêts à envisager la reconstruction, malgré la menace que représente la saison des pluies imminente- les signes les plus évidents en étant que les gens se concentrent sur des achats de matériel de réparation, mais pas de reconstruction.

La carte de référence ci-dessous montre clairement que le manque de travailleurs semi-qualifiés, qualifiés, ou professionnels, était déjà bien réel, avant même que ne survienne le séisme. Les pointillés indiquent que le nombre d'étudiants qualifiés est trop faible pour répondre aux besoins de la demande de l'industrie, tandis que l'épaisseur de la ligne indique le volume relatif des flux de travailleurs. Le nombre relatif de travailleurs ou d'entreprises de chaque catégorie est représenté par la taille des cases. La nature extrêmement conservatrice du système bancaire Haïtien signifiait aussi que très peu de personnes choisissaient d'emprunter pour faire construire ou acheter leur maison, bien que plusieurs banques aient effectivement proposé des produits spécialement conçus dans ce but.

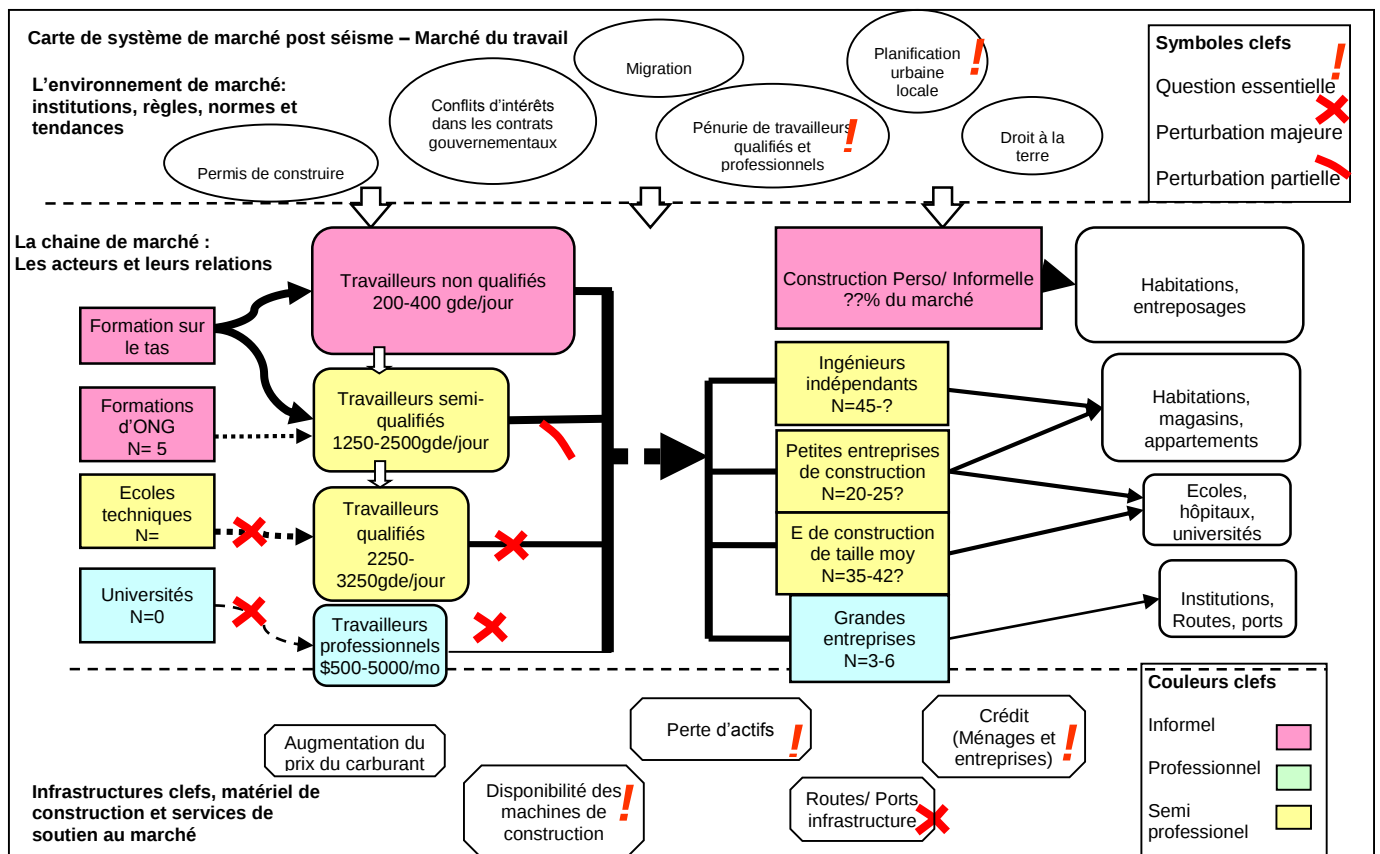


Dans le schéma ci-dessus, les travailleurs non qualifiés (manœuvres) appartiennent à la catégorie la plus basse et travaille sous les ordres des travailleurs semi qualifiés (ouvriers) qui sont par exemple les maçons, menuisiers, carreleurs, vitriers, peintres en chef. Les géomètres, plombiers, électriciens, etc., sont compris dans la catégorie des ouvriers qualifiés, et les ingénieurs et architectes sont considérés comme professionnels. Une maison moyenne de deux chambres nécessiterait d'employer environ 60 personnes pour des périodes différentes pendant une durée de quatre mois.

Comme le montre le schéma ci-dessus, tous les niveaux de compétences sont nécessaires à la constitution d'une équipe, et par conséquent tous les niveaux de compétences sont représentés dans les différents types d'entreprises, le bâtiment indépendant étant une exception évidente. Dans le cas de constructions indépendantes, il est rare, pour des questions d'ordre financières, de faire appel à un professionnel spécialement embauché pour l'occasion. Habituellement les assistants ingénieurs ou autres techniciens qualifiés sont consultés durant la période de construction, conduisant à de très grandes variabilités dans la qualité de la construction.

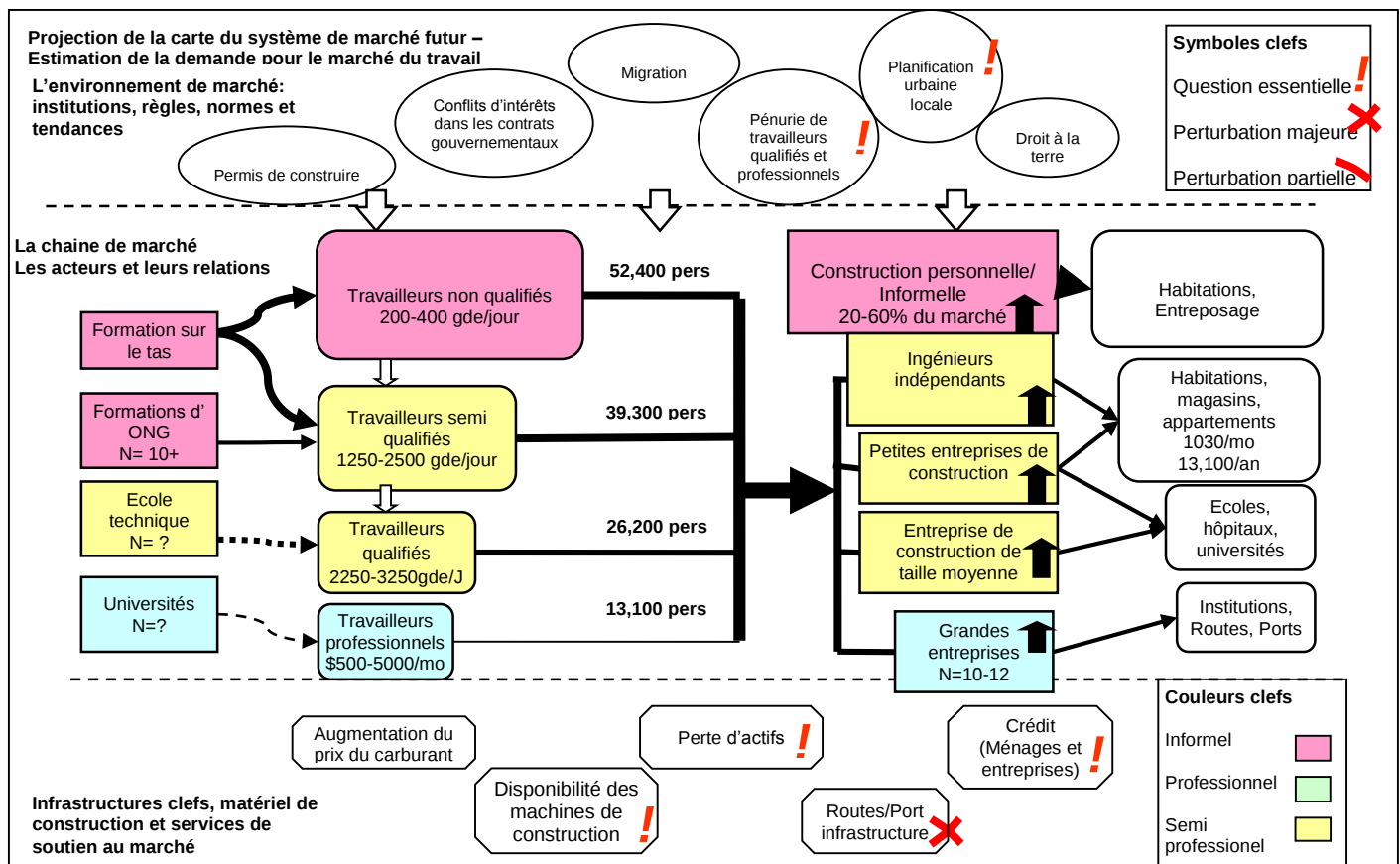
Le nombre total d'entreprises représentées dans le schéma ci-dessus est inférieur à ce qui était avancé par la précédente analyse de la chaîne de valeur (AMAP/USAID), et est basé sur des entretiens avec l'AHEC (l'Association des Entreprises du Bâtiment Haïtiennes) et avec des informateurs clés du secteur du bâtiment. Cette association représente les entreprises considérées comme étant bien établies, avec une activité importante, et exclue les entreprises n'ayant qu'une activité réduite, ou ne fonctionnant pas régulièrement.

La carte post- séisme (représentant la situation actuelle), fait clairement apparaitre que les plus grands changements survenus sont les graves perturbations de l'offre de travailleurs professionnels et qualifiés, en conséquence de la destruction de nombreuses écoles techniques et des quatre universités les plus importantes en terme de formation d'ingénieurs. Les pertes humaines au sein de ces institutions, comme dans les entreprises privées du bâtiment, ne peuvent avoir que d'importantes conséquences sur l'offre disponible de travailleurs hautement qualifiés du bâtiment.



De plus, le manque d'équipements lourds (et de conducteurs expérimentés), le plan gouvernemental de planification locale urbaine, et les termes et conditions conservateurs d'octrois de prêts actuellement disponibles pour la construction auront un impact sur la vitesse de reconstruction de Port au Prince. Sans réelles réponses apportées à ces questions, le marché du travail ne pourra pas connaître de développement rapide, ni se montrer capable d'apporter des revenus à ceux qui ont perdu leur travail, ou aux 70% de la population qui était déjà sans emploi avant que ne survienne la catastrophe.

Avec pour objectif de définir au plus vite la portée et l'ampleur des actions qui doivent être menées par la communauté internationale, pour créer rapidement des emplois et entamer une reprise, l'équipe EMMA a fourni des estimations très larges du personnel nécessaire, pour chaque niveau de compétence, à la reconstruction de Port au Prince. Les estimations, basées sur les chiffres du gouvernement pour le 15 Février, évoquent un total de 131 000 bâtiments détruits ou endommagés. Avec, comme estimation de départ, plus de 10 ans pour réparer ou reconstruire 18 à 20 mètres carrés, la main d'œuvre nécessaire est décrite ci-dessous. Mais de nombreux bâtiments étant encore plus larges et plus complexes, il semble que cette estimation ne soit que trop prudente.



Comme décrit par le schéma, le nombre ainsi que la taille des entreprises devraient s'accroître, tout comme le nombre de personnes construisant de manière isolée ou recourant à des méthodes informelles pour reconstruire. La réglementation gouvernementale, et plus important encore, sa mise en application, seront essentiels pour veiller à ce qu'une catastrophe de cette nature ne se reproduise pas.

7- Principaux résultats : les résultats de l'analyse de marché et de l'analyse des écarts

Les résultats de l'analyse des écarts

Le procédé EMMA fournit habituellement une analyse des écarts qui identifie les "manques" auxquels la population doit faire face, en ce qui concerne notamment les produits de base (besoins/ ressources disponibles = écart). Dans le cas d'un marché générateur de revenus, l'écart mesuré est celui qui existe entre les revenus d'avant la crise comparés aux revenus d'après crise. On sait, depuis l'étude de référence FEWS/NET de 2009, que les plus défavorisés ont un revenu moyen mensuel de 9500 à 12500 gde, et qu'occasionnellement, ils participent réellement à l'activité du bâtiment. Cela est susceptible de correspondre à ce que la cartographie du système de marché nous a appris des travailleurs non qualifiés. Les ménages défavorisés de Port au Prince gagnent entre 12500 et 17000 gde par mois, et prennent part eux aussi, occasionnellement, au travail de construction. Ce qui est tout autant susceptible de correspondre à ce que la cartographie nous a appris des travailleurs non qualifiés. Les ménages aux revenus moyens gagnent selon FEWS/NET entre 17500 et 25000 gde par mois, et peuvent éventuellement remplir des fonctions considérées comme semi qualifiées selon la cartographie. Alors que près de 31% de la population Haïtienne reçoit une aide financière des membres de leur famille partis travailler ou étudier à l'étranger(la diaspora), dans les faits, les plus défavorisés sont les moins susceptibles de les recevoir, puisqu'ils n'ont jamais pu s'offrir de financer l'éducation des membres de leurs familles à l'étranger, ni de les envoyer à l'étranger. Les estimations initiales montrent que les ménages ont à faire face à une baisse de 60 % à 70% de leurs revenus. Ce manque à gagner à toutes les raisons de perdurer, aussi longtemps que les ménages ne seront pas en état de rétablir leurs moyens de subsistance, ce qui dépendra de la rapidité avec laquelle ces ménages seront en mesure de reconstruire leurs biens, et de la solidité du marché global. Une fois la situation stabilisée, il sera important de réaliser un HEA complet, ou étude de base, afin de recueillir des informations plus approfondies sur les revenus des ménages, leurs dépenses, leurs mécanismes d'adaptations et stratégies de rétablissement. Le Emergency Food Security Assessment, ou Programme Alimentaire Mondial, fournira un ensemble d'informations qualitatives sur les moyens de subsistance d'avant et après le séisme, et une source d'informations sur les mécanismes de rétablissements. C'est

pourquoi ces données, lorsqu'elles sont disponibles, devraient être employées pour capitaliser sur les informations apportées par EMMA.

Les résultats de l'analyse de marché

Déjà avant le séisme, le taux de chômage à Haïti dépassait les 70% et un nombre bien trop important de jeunes en faisait partie. La formation a été considérée comme essentielle pour régler ce problème. Une analyse de la main d'œuvre effectuée par USAID en 2007 recommandait de "mettre fortement l'accent sur le renforcement du marché informel, où se trouve vraisemblablement le plus grand potentiel de court terme". S'ajoutait à cela que la demande en personnel possédant des compétences commerciales de base et faisant preuve d'un comportement professionnel était très forte, dans le secteur formel, comme dans le secteur informel. L'étude a mis en avant le fait que l'industrie du bâtiment était l'un des trois secteurs aux plus forts potentiels de croissance pour l'emploi. Beaucoup de personnes sondées ont fait remarquer qu'à l'intérieur du secteur du bâtiment existait un besoin en compétences et techniques pratiques, plutôt qu'en compétences spécialisées et avancées.

Le marché du travail du bâtiment a été sélectionné par EMMA en raison des prévisions de son potentiel de croissance, du fait des destructions multiples et de la nécessité de reconstruire. Cependant il convient de noter qu'en ce qui concerne la construction de logements, deux facteurs étaient largement répandus dans le bâtiment avant le tremblement de terre : tout d'abord il était tout à fait commun pour les habitants de construire leurs maisons progressivement, au fil du temps, tout en gagnant leur vie, plutôt que d'avoir recours à l'emprunt pour bâtir la maison entièrement en une seule fois. Cette pratique pourrait se trouver renforcée, les gens étant peu enclins à faire appel au prêt lorsque le futur est toujours incertain. Comme l'a fait remarquer un informateur : "Pourquoi les gens feraient-ils des prêts ? Leur maison pourrait très bien s'écrouler encore une fois, et ensuite ils n'auraient peut-être plus de maison, mais par contre ils auraient toujours des dettes."

Le second facteur est qu'avant le tremblement de terre, approximativement 60% des ménages avaient bâti leur maison de façon "informelle" sans recourir à l'aide d'aucun professionnel, ni ingénieur, ni entreprise du bâtiment. Bien qu'il soit possible que de nombreux ménages souhaitent maintenant faire appel aux professionnels dans la reconstruction de leur maison, pour s'assurer que des mesures de construction parasismiques soient utilisées, beaucoup ne pourront pas se le permettre. Les plans d'abris de l'IOM² de deuxième phase (débutant en Mai) appellent à la construction d'abris provisoires d'une durée de vie de 1 à 3 ans. Bien que cette durée soit suffisante pour permettre la construction de maisons, cette solution pourrait faire entrave à la création d'emploi dans le bâtiment.

² Organisation Internationale pour les Migrations

Une telle perte d'installations- universités, écoles professionnelles, équipements d'ONG- implique que les infrastructures tout comme les individus, soient soutenus. Mais lors d'entretiens avec une grande variété d'acteurs, l'équipe EMMA a pu se rendre compte de l'opportunité que représentait la situation pour changer le système scolaire, et le rendre mieux adapté aux besoins du secteur privé.

Une réforme de l'éducation était déjà en cours avant même le tremblement de terre. De plus, dans les tous derniers jours, un comité mené par le gouvernement s'était réuni afin de reconsidérer la question des normes et standards de construction, un panel d'experts qualifiés en catastrophes naturelles, qui a reconsidéré le programme scolaire et les mises à jour qu'il convenait de mettre en place. Leur mise en œuvre est attendu dans le courant des 6 prochains mois, et comprend: des consultations avec d'autres pays affectés par des tremblements de terre et des ouragans sur les meilleures techniques de construction ; l'examen des programmes scolaires appropriés ; le renforcement du soutien pour les structures au niveau des provinces.

Il n'y a pas de doute sur l'augmentation des offres d'emplois dans le secteur du bâtiment pour les 10 ans à venir, voir davantage. Le défi est de s'assurer que les Haïtiens soient capables de répondre aux besoins du bâtiment, et de remplir ces attentes avec excellence. A l'évidence, sans assistance ni soutien technique provenant de l'extérieur, les mécanismes de formation actuels seront insuffisants pour répondre aux besoins du marché du travail, quelles que soient les catégories.

Pour le moment, la population est encore très hésitante à l'idée de reconstruire, et pour plusieurs raisons. Premièrement, les ménages ne disposent pas des 5 à 6000 dollars requis pour la location d'équipement lourd nécessaire au déblayement des ruines de leur maison. Et quand bien même cela serait le cas, la peur de revivre ce type de catastrophe naturelle les fait hésiter à investir. Beaucoup craignent encore ne serait-ce que de rentrer à l'intérieur d'un bâtiment. Toutefois, il existe une véritable opportunité aujourd'hui pour "reconstruire mieux" ; les habitants ont pris conscience de manière douloureusement forte de la nécessité d'employer des matériaux de construction de qualité, et d'améliorer les normes de construction.

Néanmoins, la perte de leurs biens et de leurs sources de revenus les ont privés des ressources qui leur auraient permis de se lancer dans la reconstruction. Par conséquent, la voie exacte qu'un plus grand marché du travail du bâtiment pourra suivre est difficile à estimer, étant donné qu'un certain nombre de facteurs déterminant le contexte de la reconstruction (tels que par exemple les lois et règlements) restent inconnus pour le moment. Une fois la dynamique de reconstruction clairement établie, il sera primordial de réévaluer le marché- au travers d'une étude de marché du travail plus élaborée par exemple- afin d'établir les effets positifs ou négatifs du projet initial sur le marché, et la mesure dans laquelle les Haïtiens sont engagés dans cette demande accrue de travail.

8- Recommandations et conclusions

Réponses logiques

Les réponses ci-dessous constituent un mélange d'actions directes, et indirectes, visant à soutenir la participation d'Haïti dans le marché du travail du bâtiment. Les solutions étant reliées entre elles, et se supportant mutuellement, il est conseillé aux responsables sur le terrain ainsi qu'aux donateurs d'envisager toute une gamme de réponse, plutôt que de mettre en œuvre des actions isolées.

Les occasions de créer de l'emploi dans le secteur du bâtiment sont gigantesques, et il ne fait aucun doute qu'une allocation juste des ressources permettrait de soutenir les activités répondant aux besoins immédiats, tout comme d'appuyer Haïti dans son développement de long terme.

Tableau 1. *Les options de réponses et recommandations.*

Option	Méthodes de mise en œuvre	Avantages	Inconvénients	Faisabilité et timing	Indicateurs
Leviers d'action sur le marché du travail du côté de la demande					
Améliorer l'accès au crédit à la construction avec les termes et conditions appropriés	Reste à définir- produits/ méthodes seront différents pour les entreprises du secteur privé et les ménages, etc.	Expériences précédentes dans d'autres pays en développement Soutien potentiel par la Société Financière Internationale (IFC) de tels politiques et programmes	Le secteur bancaire pourrait ne pas être enclin à changer de pratiques Aversion des ménages à l'utilisation de crédits pour l'habitat Incertitude de la demande étant donné l'impact du tremblement de terre sur les immobilisations corporelles Complexité des mesures Coût élevé	Sur une période de 12 mois	Nombre d'entreprises obtenant un crédit à la construction
Améliorer la communication grand public sur : l'aide au déblayement des décombres, droits de propriétés, permis de construire, planification urbaine locale, etc.	Annonces gouvernementales, canaux de distribution de l'information des ONG	La population sera en mesure de prévoir et d'agir ; améliorer la stabilité/ prévisibilité	Aucun	Sur une période d'un mois (avant le début de la saison des pluies)	Nombre d'annonces radio Nombre de personnes sondées informées au courant des mesures
Construire des logements sociaux	Construction par le gouvernement ou les ONG	Accroître le niveau d'emploi Offrir des options de réinstallation pour les résidents de camps urbains	Coût élevé Emplacement approprié Potentiel à faire revenir la population à Port au Prince	1 à 2 ans, ou plus	Nombre de logements sociaux construits
Leviers d'action sur le marché du travail du côté de l'offre					
Formation					
Formation accélérée (ONG)	Formation de maçons, charpentiers, électriciens, etc. par les ONG (par exemple VSO ; Habitat for	Augmenter l'approvisionnement en travailleurs qualifiés et semi qualifiés afin de contrer la pénurie existante sur le marché	Formations parallèles potentiellement non viables et avec effets défavorables sur les institutions existantes	Immédiate Certification devrait être reconnue par le	Nombre de personnes formées aux compétences

	Humanity International accorde des formations) Formation reliée pour suivre les options (apprentissage, prêts aux petites entreprises, etc.)	Programme d'études adapté au contexte Possibilité de mettre à niveau les compétences de travailleurs informels Pourrait se concentrer sur des groupes particuliers, tels que les jeunes, les travailleurs âgés		gouvernement (Min of Ed, INFP, etc.)	requis dans le secteur privé Nombre d'apprentis Nombre de prêts d'ouvertures d'entreprises
Soutien aux institutions de formation existantes : 1- Réhabilitation et reconstruction d'installations 2- Renforcement des capacités pour le management, les professeurs et le personnel des institutions locales (en relation avec les changements en cours des normes parasismiques) 3- Apprentissage et aide à l'entrée sur le marché du travail pour les stagiaires	Renforcement des capacités des ONG Collaboration entre les organisations du commerce extérieur, les ONG, l'INFP, et les institutions éducatives locales telles que <i>Les Salésiens</i> et <i>Centre Pilote</i>	Renforcement des capacités de long terme des institutions existantes Renforcement des compétences locales Adaptation de l'offre de qualifications à la demande	Cout élevé Mise en œuvre multi facette Investissement de long terme et à grande échelle auprès des donateurs Impact de court terme limité	Démarre dans les trois prochains mois, continue pendant 3 à 6 ans Nécessite une implication gouvernementale au travers de réformes et de politiques de long terme	Nombre de bâtiments reconstruits Nombre d'étudiants faisant preuve de compétences dans les programmes scolaires mis à jour
Mise à jour du programme d'étude de formation professionnelle et expérimentée afin de prendre en compte l'impact du tremblement de terre	Examiner/ réviser les processus de réforme en cours dans les établissements de formation	Les compétences répondent aux besoins	Risque de ralentissement du processus de certification	Démarre immédiatement	Nombre de programmes scolaires mis à jour
Adaptation au marché du travail					
Recrutement à court terme dans la diaspora d'ingénieurs civils et de techniciens pour éviter la fuite des	Recrutement international des ONG	Accès aux travailleurs qualifiés ayant connaissance du contexte local Effet rapide	Doit être surveillé de près, afin de s'assurer que le marché du travail local n'est pas affecté négativement Dépend des intérêts de la diaspora	Immédiatement	Nombre de techniciens et d'ingénieurs civils

compétences du secteur privé local					impliqués dans la réaction de l'ONG
Tableau de bord virtuel pour que le secteur du bâtiment puisse ne reposer que sur des entreprises locales, des travailleurs locaux, et la diaspora		Base existante avec www.jobpaw.com Coût réduit	Potentiellement improductif dans le contexte local, où les contacts personnels déterminent l'embauche Dépend des changements de comportements dans les méthodes de recrutement	Réalisable à l'aide de sites web existants	Nombre de personnes touchées Enquête du personnel des ressources humaines
Agence pour l'emploi pour chaque niveau de qualifications des travailleurs dans le bâtiment	Sites physiques et virtuels	Base existante avec www.jobpaw.com Le placement virtuel a un coût réduit Fournit une alternative au système de contacts personnels dans la recherche d'emploi Les employeurs manifestent leur souhait de l'utiliser	Confiance nécessaire dans le système de filtrage ou dans le système de certification des documents présentés	6 à 2 mois	Nombre de places trouvées
Lois et règlements					
Progression et application des lois et règlements des droits de propriété de terrain et la planification locale urbaine	Encourager le Parlement à adopter une loi permettant de séparer la propriété dans un seul bâtiment (précédemment en cours) Coordination des parties prenantes sur la manière d'aborder les problèmes de droits de propriétés	Potentiel d'augmentation de logements disponibles et d'utilisation rationnelle de l'espace Transparence dans les procédures	Nécessite l'existence d'un minimum de réglementation en place Les personnes ont perdu leur document d'identité et autres documents officiels	Après les élections Immédiate	Adoption d'une loi sur les droits de propriétés multiples
Vérification et renforcement des permis de construire et des normes de construction parasismiques	Rôle du gouvernement dans l'amélioration et l'application des lois actuelles	Augmente la qualité, la sécurité et la longévité des bâtiments et des maisons, meilleure préparation aux catastrophes Meilleur urbanisme et meilleurs services publics (eau, système sanitaire, etc.) Demande plus élevée de techniciens	Nécessité de changer les habitudes de construction des bâtisseurs et des représentants du gouvernement Augmentation des coûts de construction	Moyen à long terme Aide publique fournissant des	Les lois et règlements sont clairs pour les entreprises Nombre de contrôles par permis de

Utilisation de normes parasismiques et anticycloniques

Utilisation plus large des terres pour la construction/ étalement urbain et perte de terres arables

opportunités d'application

construire attribués